

« Louvre » d'Abu Dhabi : une chance à saisir

Après l'automobile, le luxe, la Bourse, les banques, voici les musées. Les Émirats Arabes Unis ont en effet décidé de s'investir dans les projets culturels. Est notamment prévue la création d'un nouveau Louvre à Abu Dhabi qui a suscité une levée de boucliers en France, au-delà de la polémique sur les motivations des fonds souverains. Il s'agit pourtant d'une opération qui inaugure d'un nouveau type de coopération et de dialogue des cultures et va plus loin qu'un simple accord financier.

« **Aujourd'hui, les musées** affrontent les approches les plus désinvoltes et les plus saugrenues » s'insurge Jean Clair, conservateur honoraire des musées de France dans son livre *Malaise dans les musées*⁽¹⁾. Il pourfend violemment le projet du Louvre Abu Dhabi, craignant un « Las Vegas éphémère du Proche Orient » et redoutant que l'on s'achemine vers une réalité qui réduira les musées « en entrepôts où puiser des marchandises ».

Le malaise est né de la décision prise par le gouvernement français voici maintenant un an de signer un accord intergouvernemental avec les autorités émiraties pour développer le Louvre Abu Dhabi. En quoi consiste cet accord ? Les familles royales des Émirats Arabes Unis, fortes de leurs immenses capitaux⁽²⁾, et soucieuses d'investir dans la culture et la connaissance, ont sollicité l'aide du Louvre pour la construction d'un futur musée à Abu Dhabi. Son ouverture est prévue en 2013 dans un bâtiment d'une superficie de 24 000 m² sur l'île de Saadiyat (« l'île du bonheur »). Il a été confié à l'architecte français Jean Nouvel, qui a signé en France l'Institut du monde arabe, entre autres réalisations prestigieuses. La France prêtera 300 œuvres, sur dix ans, issues des collections nationales, le temps pour les Émirats de constituer leur propre patrimoine. Le processus de prêt et de gestion des œuvres devra s'effectuer selon les critères scientifiques des conservateurs et à partir du consentement des responsables français. Il sera impossible de prêter une œuvre liée à l'histoire de la France et dont on ne peut priver le public ni celles dont la fragilité interdit tout déplacement. Les domaines de diffusion seront l'archéologie, les beaux-arts, les arts décoratifs, de l'Antiquité à nos jours. Moyennant 1 milliard € sur 30 ans, dont 400 millions pour pouvoir utiliser le nom « Louvre », 25 millions pour le mécénat, 190 pour les musées participant aux prêts d'œuvres d'art, et 195 pour les musées experts. Soit une rente qui permet de protéger les musées des changements des priorités des finances publiques.

De là est née une polémique, déclenchée par Jean Clair, rejoint par Françoise Cachin, directeur honoraire des Musées de France et Roland Recht, professeur au Collège de France : selon quels principes devrait-on utiliser les œuvres d'art comme des monnaies d'échange ? Il ne s'agit en effet pas de biens de consommation. Pourtant, selon ces experts, la dérive mer-



Le projet de Jean Nouvel sur l'île de Saadiyat fait partie des cinq grands projets culturels prévus pour 2015, dont le plus grand « Guggenheim » du monde.

L'immatériel, c'est-à-dire le capital des talents et du savoir, s'impose comme composante clef du succès des économies développées.

cantile est en plein essor, avec la tendance de certains musées à s'orienter vers les « marchés culturels » et « les parcs de loisirs ». Mais s'agit-il de trahir les valeurs fondatrices du patrimoine national en répondant à une demande d'expertise et d'ingénierie culturelle sur l'entière conception d'un musée qui transcrirait les principes fondateurs du Louvre et d'aider à l'émergence sur la scène mondiale d'une collection patrimoniale nouvelle, s'interrogeait Francine Mariani-Ducray, directrice des Musées de France⁽³⁾. Et ce d'autant que l'immatériel, c'est-à-dire le capital des talents et du savoir, s'impose comme composante clef du succès des économies développées.

Ce projet n'est que l'un parmi les dix-huit projets culturels engagés dans les Émirats avec l'Américain Ieoh Ming, l'Anglo-Irakienne Zaha Hadid, le Japonais Tadao Ando ou les Français Jean-Michel Wilmotte, Jean-Paul Lebas et Architecture Studio. Ne peut-on accepter aussi dans la demande des autorités des Émirats une volonté d'échange et d'ouverture culturelle ? Comment refuser la promotion du dialogue interculturel qui pourrait aider à avoir un meilleur débat sur les relations entre l'État et la religion et ainsi garder les extrémismes à distance ? ■

Marie-France Baud

(1) Jean Clair, *Malaise dans les musées*, Café Voltaire, éditions Flammarion.

(2) Voir *Confrontations Europe, La Revue* n° 79.

(3) *Le Monde*, 21/12/06.

Avec René Girard, penser l'apocalypse

Le regard rétrospectif que porte René Girard, membre de l'Académie française, sur la culture humaine est extrêmement inventif et provocant. Michel Serres le salue comme « Le nouveau Darwin des sciences humaines »⁽¹⁾. Mais comment prolonger Girard ? Comment nous aide-t-il à éclairer notre conduite vers l'avenir⁽²⁾ à travers son hypothèse centrale des rivalités mimétiques ?

Pourquoi penser l'apocalypse ?

Je lis René Girard avec joie. Dans son dernier livre, il nous incite à réfléchir sur la violence, encore déchaînée aujourd'hui en plusieurs lieux du monde, à la lumière des conflits franco-allemands du passé. Il n'est pas le seul à explorer les risques de destruction humaine. Edgar Morin souligne les développements non régulés de la science, la technique et l'économie⁽³⁾. Jean-Pierre Dupuy observe que face au risque de catastrophe : « on le sait mais on ne veut pas le croire »⁽⁴⁾. D'autres explorent la crise de la démocratie et les risques qui en découlent. Ce n'est pas la première fois que l'humanité s'est exprimée sur l'« apocalypse ». L'art et la religion se sont construits en explorant la face cachée de l'homme, ils ont montré que la violence est l'envers de l'échange. Faut-il revenir sur ces « choses cachées depuis la fondation du monde » au risque d'effrayer nos enfants et nous-mêmes ? La télévision se charge de banaliser la violence extrême au risque de susciter des comportements régressifs. Ses messages compassionnels ne suffisent pas à les prévenir. Comprendre la violence et l'effort de l'humanité pour l'endiguer porte au contraire une espérance, car « il n'y a pas d'espérance sans oser penser les périls », écrit Girard.

La violence est toujours réciproque

René Girard propose une anthropologie de la violence qui attaque frontalement les comportements du type « ce n'est pas moi, c'est l'autre ». Il explore les processus individuels, collectifs, historiques des « rivalités mimétiques ». Si l'imitation est créative et si l'échange socialise, ils ont un envers.

Autrui oriente mes désirs sans que j'en sois conscient. Mais si je m'approprie l'objet du désir, autrui résiste et fait obstacle. Contrairement au sentiment d'autonomie, mon désir est orienté par un médiateur, un modèle, quant à l'action elle est toujours réciproque, toujours à la fois échange et violence. L'agresseur a toujours été agressé. Dans les processus de montée aux extrêmes, les adversaires s'indifférencient, ils sont des doubles. Un des apports reconnus de Girard est sa découverte de la place du sacrifice dans les origines de la culture. Les sociétés primitives ont expulsé la violence par le sacrifice collectif du bouc émissaire. Leurs religions archaïques ont ensuite déifié la victime du sacrifice, en ont fait un mythe, et l'ont reproduit par le rite. Les sacrifices humains – holocauste, génocides... – perdurent aujourd'hui. Nous vivons un retour du religieux archaïque⁽⁵⁾.



Une dimension majeure de l'œuvre de Girard est la redécouverte de l'apport judéo-chrétien sous un angle anthropologique.

L'apport judéo-chrétien et la question de la transcendance

Mais l'histoire n'est pas linéaire. Une dimension majeure de l'œuvre de Girard est la redécouverte de l'apport judéo-chrétien sous un angle anthropologique. Abraham ne sacrifie pas son fils et le Christ signifie à toute l'humanité que son sacrifice doit être le dernier des sacrifices humains. Le christianisme marque une rupture fondamentale par rapport aux religions archaïques : il démystifie le religieux. Le péché originel, c'est la vengeance. Il commence avec le meurtre du rival. Le Christ révèle que la victime sacrificielle est bien la victime de la violence des hommes et ouvre une nouvelle issue : la fin des représailles et l'amour d'autrui.

Girard provoque : il nous dit que le christianisme est une science – un savoir plus qu'une croyance – et ajoute que la raison occidentale souvent mystifie. J'ai envie de dire : « vive la dialectique » ! Le christianisme paraît avoir gagné : jamais en Occident la compassion pour les victimes n'a été aussi grande⁽⁶⁾. Mais il a en fait échoué : le message du Christ n'a pas abouti. Et les grandes œuvres humanistes de l'institution de la justice, de la démocratie, et de la raison, n'ont pas éradiqué la violence. ►►

(1) René Girard et Michel Serres, *Le tragique et la pitié*, discours de réception de René Girard à l'Académie française et réponse de Michel Serres, Éditions Le Pommier, 2007.

(2) Je me concentrerai ici sur son dernier livre : *Achever Clausewitz, Entretiens avec Benoît Chantre*, publié par Carnets Nord, 2007. Les œuvres les plus marquantes de René Girard sont *Mensonge romantique et vérité romanesque*, Grasset, 1961, et *La violence et le sacré*, Grasset, 1972. Dans *Les origines de la culture* (Desclée de Brouwer, 2004) il situe son œuvre et ses conflits avec les idéologies en vigueur. Un excellent DVD, *René Girard, la violence et le sacré* (Éditions Montparnasse, 2006), livre près de trois heures d'entretiens. Je suggère ces entrées pour qui ne connaît pas Girard. L'association Recherches mimétiques (www.arm.asso.fr) prolonge Girard en recherches et initiatives.

(3) *Vers l'abîme ?* Carnets, L'herne, 2007.

(4) *Petite métaphysique des tsunamis*, Seuil, 2005.

(5) Ce que souligne Maurice Godelier dans un entretien avec *Enjeux Les Échos*, décembre 2007. *Le fondement des sociétés humaines* (Albin Michel) est une synthèse de ses travaux.

(6) Mais la compassion ne produit par elle-même ni une véritable réciprocité ni une capacité d'action politique, souligne Myriam Revault d'Allonnes dans *L'homme compassionnel*, Seuil, 2007.

►►► Il me paraît fécond de situer la réflexion de Girard par rapport au travail théologique et philosophique de l'humanité sur « le mal »⁽⁷⁾. Dans une conférence lumineuse, Paul Ricoeur montre que l'énigme est non résolue. « *D'où vient le mal ?* » était la première approche. « *D'où vient que nous faisons le mal ?* », la seconde, avec Saint Augustin, pour qui les créatures sont dotées de libre choix donc responsables. Beaucoup, avec Kant, proposent la raison pratique : « *Comment combattre le mal ?* ».

Girard offre un angle anthropologique centré sur le contexte occidental des deux derniers siècles, qui relie la question du mal - souffrance, à l'affirmation du Sujet dans la quête du bonheur. Ses découvertes ont puisé dans l'étude du sens des grandes œuvres de Cervantès, Stendhal, Proust, Dostoïevski... « *Dieu est mort, c'est à l'homme de prendre sa place.* » Mais l'expérience inflige un démenti brutal à cette « *promesse d'autonomie métaphysique* ». L'orgueil ne peut survivre que grâce au mensonge, lequel est entretenu par le désir triangulaire (sujet/autrui-médiateur/objet).

Le message judéo-chrétien était que le sujet ne peut sortir des cercles vicieux de la violence réciproque que par un effort de distanciation et de transcendance. En ce sens le rapport au « divin » (qui n'est plus le « sacré ») est incontournable.

Le « *mensonge romantique* » est derrière nous, et après que les religions politiques aient exacerbé la violence, quelle culture fabriquons-nous ? Alors que le besoin d'autonomie est encore plus fort, l'illusion ne l'est pas moins. Quelle sera « la bonne transcendance » par laquelle le sujet pourra se responsabiliser et la société vaincre les nouveaux périls ?

À propos de Clausewitz, revenir sur la relation franco-allemande

Avant de terminer par cette question, revenons à la lecture de la relation conflictuelle entre la France et l'Allemagne. Girard montre que la violence ne se perd pas, et que ses effets sont différés.

La plupart des Français pensent aujourd'hui que les Allemands étaient des guerriers et nous les victimes. C'est oublier que voici deux siècles et plus, nous étions perçus en Europe comme les guerriers. Et si la France des Lumières est le modèle admiré et imité en Allemagne, la France de Napoléon a exporté la Révolution dans la guerre. Le conquérant courait après la paix (ratifiant sa domination) en faisant la guerre et l'agressé répliquait pour l'abattre. Girard relève trois réactions différentes des grands intellectuels en Prusse en 1906 (l'année d'Iéna). Le philosophe Hegel développe une philosophie optimiste de l'histoire : avec la ruse de la raison, l'esprit de l'État universel l'emportera. Le stratège prussien Clausewitz étudie la guerre pour détruire l'ennemi qu'il admire. Le poète Hölderlin se retire dans un moulin, hors des rivalités mimétiques. La montée aux extrêmes a eu lieu, de

période en période, jusqu'aux guerres mondiales catastrophiques. Ensuite la création de la Communauté a été une immense sortie de crise. Mais si la réconciliation a eu lieu, la fatigue des guerres si profonde en France et en Allemagne ne signifie pas l'innocence retrouvée.

Clausewitz a donné deux visages à sa théorie de la guerre. Le duel est le modèle de la guerre absolue : le but est la destruction d'autrui. Analysant un autre modèle plus rassurant, il présente une trinité : le peuple (et ses passions), le général (qui calcule), le gouvernement (la force politique). Et il avance que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Mais comment penser les situations où le politique court après la guerre, aujourd'hui par exemple ? interroge Girard. Clausewitz était l'observateur d'une période qui allait glisser du patriotisme guerrier à la froideur totalitaire.

Éthique, sagesse, éducation

Si l'on se tourne vers l'avenir et l'action, l'apport de René Girard me semble plus du côté de l'éthique et de l'éducation (et bien sûr la recherche) que de la politique. S'agissant d'éthique, Girard rejoint Paul Ricoeur, qui propose un chemin en trois étapes. Une délivrance de l'accusation (et de la haine de soi qu'elle entraîne) : on lira avec grand intérêt ce que dit Girard sur Satan, qui était la figure de l'accusateur public dans la culture juive⁽⁸⁾. S'extraire du procès mutuel et bâtir une alliance : d'où l'importance-clé de comprendre le caractère réciproque de la violence et du message christique pour en sortir : « *que celui qui est sans péché jette la première pierre* ». Gagner la sagesse, qui consiste en un renoncement de la plainte : c'est pleinement maîtriser sa propre violence, et ceci appelle « une bonne transcendance », un leitmotiv de Girard prolongeant Ricoeur. Le Christ dit plus, appelant à l'amour d'autrui. Et Emmanuel Lévinas propose d'aller « du sacré au Saint » : quitter le sacré pour aller vers la responsabilité d'autrui⁽⁹⁾. Cependant la charge de toute l'humanité est trop lourde pour le Sujet et Lévinas renvoie à la médiation institutionnelle. Si Girard évoque comme lui l'énorme construction institutionnelle qui permet aux hommes de combattre la violence et d'établir la justice, il n'approfondit ni l'apport ni les limites de cette construction.

Tout ceci devrait certainement entrer dans un projet éducatif. On sait qu'Edgar Morin⁽¹⁰⁾ appelle à une réforme de pensée et d'éducation qui est une des conditions essen-

Le « mensonge romantique » est derrière nous, et après que les religions politiques aient exacerbé la violence, quelle culture fabriquons-nous ?

(7) *Le mal, un défi à la philosophie et à la théologie*, Labor et Fides, 2004.

(8) René Girard, *Je vois Satan tomber comme l'éclair*, Le Livre de Poche, Grasset, 1999.

(9) *Du sacré au saint*, cinq nouvelles lectures talmudiques, Les éditions de Minuit, 1977.

(10) *La méthode 6 – Éthique*, Seuil, 2004, et notre analyse dans *Confrontations Europe la Revue* n° 73, janvier-mars 2006.

tielles d'une nouvelle éthique de responsabilité. René Girard suggère de saisir le couple foi et raison sous l'angle anthropologique et historique. Il note que Benoît XVI appelle à repenser la raison pour qu'elle inclue le divin. Mais qui éduquera les éducateurs ? disait Marx ! Question d'autant plus pertinente que l'éducation doit impérativement devenir interculturelle pour aider à sortir des rivalités mimétiques. Car ce qui mène l'histoire n'est pas ce qui apparaît essentiel aux yeux du rationaliste occidental, nous dit Girard.

De plus il faut pouvoir saisir l'imbrication dans l'histoire des deux couples foi/raison et politique/institutions. Or la violence des échanges culturels sur ce terrain est telle que la société tend à renoncer au devoir éducatif. Ainsi apprendre la Shoah est un impératif non pas compassionnel, mais pour comprendre la crise de la civilisation occidentale⁽¹¹⁾ et l'énorme apport sur soi qu'implique la construction d'un nouveau « cosmopolitisme »⁽¹²⁾. Sinon on laisse les jeunes vulnérables à de nouvelles régressions, antisémites et pas seulement.

Et cela ne dispense nullement, bien au contraire, d'apprendre des génocides, rwandais et autres, pour connaître les séquelles du colonialisme (le rôle du médiateur occidental entre les ethnies rivales) et se tourner vers les défis d'une mondialisation pacifique.

Or alors que la création de la Communauté européenne est un sursaut de civilisation, nous ne sommes pas encore capables de bâtir une dimension européenne de l'éducation, pour combattre les régressions nationalistes et nourrir l'espérance et l'action.

Politique et cosmopolitisme

J'aimerais entendre René Girard sur l'Europe. Il la dit vieille et vulnérable, mais en avance dans ses formes institutionnelles et sa sortie des mythes. Qu'est-ce qui doit guider maintenant son action dans le monde ? La demande de protection n'est-elle pas régressive ? Comment agir autrement face au terrorisme : le nier ? Attaquer ? Temporiser ?

Comment devons-nous concevoir nos relations avec les mondes musulman et asiatique ? Girard n'évoque ces questions que sous deux angles : le dialogue interreligieux et la compréhension de l'histoire. Ainsi suggère-t-il d'explorer les facteurs de la rupture qui s'est créée depuis le VI^e siècle, avec Jihad et Croisades, et toutes les « répliques » différées.

Ceci est important mais trop court, car l'imbrication avec le politique n'est pas explorée. À mon avis si les sociétés occidentales sont largement sorties des « religions politiques », elles s'intéressent toujours à la politique (potentiellement pour un mieux). Et pour les sociétés disons orientales, on est tenté d'explorer le schéma triangulaire girardien s'agissant de la culture politique. L'Occident – le médiateur – a proposé l'objet à imiter : les principes d'égalité et d'autodétermination. L'Orient

J'aimerais entendre René Girard sur l'Europe. Il la dit vieille et vulnérable, mais en avance dans ses formes institutionnelles et sa sortie des mythes.

a le sentiment (justifié) que l'Occident fait obstacle à l'appropriation de cet objet. Pour sortir des violences, le dialogue interculturel n'aura de résonance qu'en lien avec la formation d'institutions internationales et mondiales faisant place aux émergents.

Nous voyons bien ici les limites du projecteur rétrospectif quand il est question d'agir pour l'avenir. Nous devons nous distancier du modèle occidental pour découvrir autrui et devenir les acteurs d'une mondialisation responsable, où les humains partageront des biens publics mondiaux. ■

Philippe Herzog

(11) Il n'est pas non plus sans importance de connaître un peu la spécificité de l'histoire juive – marquée par d'autres apocalypses. Cf. par exemple Flavius Josèphe, *Un juif dans l'Empire romain*, Éd. La Renaissance, 2007.

(12) Voir à ce sujet mon article *Ulrich Beck et nous*, dans *Confrontations Europe la Revue* n° 76, octobre-décembre 2006.

ÉDUCATION

Bien commun et sens politique

Réhabiliter les deux grandes traditions du sens politique, le « bien commun », issu de la philosophie grecque et du christianisme et « l'intérêt général », plutôt mis à mal, telle est la belle ambition d'une nouvelle filière qui nous a plu car elle rejoint l'engagement de Confrontations Europe.

Un pacte commun pour concilier responsabilité et convictions.

Concilier éthique et bonne gouvernance, ce défi pour les décideurs de demain, l'Institut du Sens Politique, « Sens-Po », le relève. Ce nouveau centre d'étude et d'enseignement de la Faculté de sciences sociales et économiques (FASSE) de l'Institut Catholique de Paris s'est donné pour finalité d'y répondre en proposant un nouveau programme articulé autour de la notion de sens politique. Le sens du politique peut s'entendre soit comme la mise en commun des actes et des paroles soit comme domination. On peut aussi concevoir le sens politique comme la mise en œuvre du sens dans la politique, sens étant défini comme direction, signification, incarnation de l'acte politique. C'est dans cette optique que l'IDSP a pour finalité de former les décideurs de demain aux problématiques de la gouvernance et de l'éthique dans les sociétés contemporaines complexes. Sans faire preuve de naïveté sur le jeu politique, insiste son directeur scientifique, **Olivier Bobineau**, mais en proposant une notion de « Pacte commun » permettant de concilier responsabilité et conviction. L'IDSP base son enseignement sur les deux constats suivants, mis en perspective par **Bruno Dourrieu**, directeur adjoint : « d'une part, le déplacement à l'échelle européenne et internationale tant des centres de décision et d'action ►►►

►►► que des problématiques de gestion de nombreuses organisations implique d'élargir le cadre de référence pour tenir pleinement compte des effets de la globalisation ; d'autre part, la société actuelle a plus que jamais besoin d'une hiérarchisation du sens et des valeurs ».

L'IDSP est présidé par **Jean-Baptiste de Foucauld**, ancien commissaire au Plan et président de l'association Solidarités Nouvelles face au chômage. Et son comité de parrainage est constitué de hauts fonctionnaires, de dirigeants d'entreprises, de responsables syndicalistes, de personnalités de la société civile qui participent, aux côtés d'universitaires, à la réflexion et à la définition de ses actions : **Bertrand Badré** (directeur financier du Crédit Agricole), **Mgr Michel Dubost** (évêque d'Evry), **Michel Camdessus** (ancien directeur général du FMI), **Abdou Diouf** (secrétaire général de la Francophonie, ancien président du Sénégal), **Marcel Gauchet** (philosophe), **Jérôme Vignon** (directeur à la Commission européenne), **Patrick Viveret** (conseiller référendaire à la Cour des Comptes).

Un programme Master sur deux ans dès octobre 2008

Après une licence de sciences politiques, le Master Gouvernance, Éthique et Sociétés (M1/M2) est le premier cursus d'enseignement de second cycle universitaire proposé par l'IDSP. En renvoyant à trois compétences cardinales, il propose une formation en adéquation avec les transformations actuelles et à venir de l'action publique : aspiration de la société civile à une plus grande implication dans la décision collective, orientation de la gestion publique vers plus d'efficacité et un meilleur service rendu, prise en compte de nouvelles dimensions (identité, culture éthique) comme éléments de cohésion sociale, intégration de nouveaux enjeux (mondialisation, développement durable) dans la conception et la mise en œuvre des politiques. Ces problématiques sont communes à tous les niveaux de l'action publique : administrations centrales ou décentralisées de l'État, collectivités territoriales, services publics. La pédagogie du Master vise à donner à l'étudiant une capacité réelle d'analyse et de gestion politique et technique des situations complexes en doublant la réflexion d'une formation à l'action : études de cas, jeux de rôle, simulations pratiques avec des professionnels en poste. La présence de modules visant à développer les aptitudes de synthèse, d'expression et de prise de parole en public renforce le caractère appliqué de cette formation. L'obligation d'effectuer un stage d'une durée minimale de cinq mois chaque année complète la préparation de l'étudiant à une prise de responsabilité rapide.

Chaque étudiant est suivi tout au long de sa formation par un binôme de « tuteurs » choisis pour leur parcours professionnel et humain, qui l'accompagnent, l'aident et l'orientent tout au long de son cursus.

Attention : maîtrise de l'anglais écrit et parlé obligatoire et rédhibitoire dans la sélection des candidatures.

Pour quels métiers ?

Bien sûr, la **sphère publique** : collaborateurs de cabinets d'élus locaux ou nationaux, attachés parlementaires, analystes et experts en matière de politique publique, développeur territorial, ministère des Affaires étrangères, collectivités territoriales. Mais aussi **le monde de l'entreprise et les métiers du conseil** : *compliance officer* (responsable de la conformité), auditeurs, chargé de mission éthique, gestionnaire de fonds éthiques, déontologue, négociant/médiateur de litiges, consultant en organisation sociale. Enfin, et peut-être surtout, **les responsables d'ONG et de fondations**, qui s'imposent comme de véritables interlocuteurs de la société civile. Cerise sur le gâteau, les organismes européens et internationaux, Commission européenne, ONU, PNUD, UNICEF, UNESCO...

L'Europe, précisément

La Conférence des présidents d'université (CPU), membre du Clora (Bureau de liaison des organismes de recherche Français à Bruxelles) vient d'organiser son colloque annuel (du 2 au 4 avril) à Bruxelles sur la problématique suivante « *Les universités européennes : nouvelles frontières, nouvelles perspectives* ». **Philippe Herzog** est intervenu lors de la table ronde intitulée « *L'Université dans l'Europe de la connaissance* ». Cette table ronde a suscité un débat de portée politique et stratégique sur la place des sciences dans la société européenne, sur les interactions entre l'université, la société de la connaissance et le développement économique et social des territoires. Les universités, en tant qu'acteur socio-économique, ont-elles la capacité à attirer les entreprises, à mettre en œuvre des partenariats avec les autorités publiques et à communiquer avec la société civile ?

Concernant l'appropriation de l'espace européen, si l'université souhaite être reconnue comme un acteur essentiel de la Stratégie de Lisbonne, elle doit renforcer son engagement dans la construction européenne. La recherche de cohérence européenne peut intervenir dans différents domaines. D'une part, une veille technologique et économique est susceptible d'organiser et de faire se rencontrer efficacement l'offre et la demande dans l'économie de la connaissance. C'est pourquoi, la sensibilisation des chercheurs à la valorisation doit commencer dès la préparation de la thèse, dans toutes les universités européennes. D'autre part, l'autonomie des universités induit une nouvelle gouvernance et la nécessité de la mise en place d'une procédure d'évaluation. L'évaluation contribuera au processus de l'amélioration continue et garantira l'excellence internationale des universités puisqu'elle permettra de confronter les standards européens et d'autres pratiques d'évaluation en Europe. La mobilité des chercheurs et des enseignants contribuera également à un enrichissement effectif et à une amélioration globale des pratiques d'enseignement et de recherche en Europe. ■

Marie-France Baud, avec Ursula Serafin

Concernant l'appropriation de l'espace européen, si l'Université souhaite être reconnue comme un acteur essentiel de la Stratégie de Lisbonne, elle doit renforcer son engagement dans la construction européenne.

CINÉMA

Des Balkans à Migros

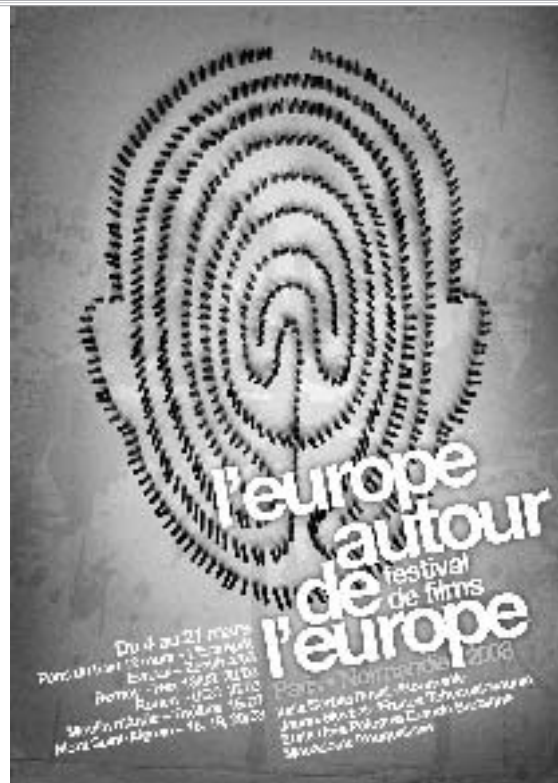
2008 est l'année européenne du dialogue interculturel. Elle mobilise la société civile ainsi que de multiples acteurs, aux niveaux européen, national, local pour vaincre la résistance des frontières et vivre ensemble la diversité autour de nombreux projets culturels, dont le cinéma. Confrontations Europe fait aussi son cinéma...

L'association a inscrit à son agenda du premier semestre deux initiatives qui correspondent à son souci d'« apprentissage interculturel, préalable à tout dialogue », pour reprendre la formule de Jacques Toubon lors d'un colloque à l'UNESCO. L'une a concerné la troisième édition du festival « L'Europe autour de l'Europe » que l'association a soutenu. Ce festival s'est déroulé à Paris, au cinéma L'Entrepôt ainsi que dans plusieurs villes de Normandie, Évreux, Bernay, Rouen et au Moulin d'Andé, au mois de mars. À dominante balkanique, il a pour vocation de montrer la cohérence culturelle d'un cinéma européen contemporain à travers des jeux d'influence artistique, des allers et retours de l'Europe, vers l'Europe et autour de l'Europe. Avec des racines dans le cinéma d'avant-garde russe, l'expressionnisme allemand, les nouvelles vagues des cinémas de l'Est et de l'Ouest. Ont été également présentées des créations non européennes (Japon, États-Unis, Argentine), inspirées directement de l'élan donné par la tradition artistique européenne.

Au total, une trentaine de films de fiction et des documentaires auront été diffusés en plusieurs sections : *L'individu seul dans la ville* (Antonioni, Petrovic, Shlesinger, Khoutsiev, Hladnik) ; adaptations cinématographiques d'œuvres littéraires ; *Le cinéma d'anxiété morale* inspiré par le cinéaste polonais Krzysztof Kieslowski ; cinéma documentaire serbe, russe, slovène... ; cycle *Au revoir et à la prochaine guerre*. Comme tous les festivals, il était fait d'hommages. En l'occurrence, au cinéma slovène (Karpo Acimovic Godina), présidence oblige.

Dans un deuxième temps, notre choix s'est porté

Humour et sarcasme, optimisme et pessimisme, tel est le cinéma balkanique.



sur l'économie sociale avec un extraordinaire documentaire consacré au Suisse Gottlieb Duttweiler, fondateur de Migros. Très applaudi au festival de Locarno de l'été dernier, *Dutti-Monsieur Migros*, de Martin Witz, est le premier film qui se penche en détail sur la personnalité de Gottlieb Duttweiler (1888-1962), un visionnaire et un pionnier social qui a fortement marqué la Suisse de son empreinte.

Qui était Duttweiler ? Au départ, négociant en produits coloniaux, il dirige ensuite une plantation de café au Brésil avant de créer en 1925, de retour en Suisse, l'organisation de vente directe Migros AG. Les camions Migros vendent du café, du riz, du sucre, des pâtes, du savon... 40 % moins cher que la concurrence. À travers son entreprise de commerce de détail, il s'engage en faveur de l'économie de marché social en faisant de ses clients les sociétaires et les propriétaires de Migros. En 1941, il décide de consacrer une part fixe du chiffre d'affaires de Migros à des activités culturelles et sociales. C'est le Pour-cent culturel, toujours en vigueur, qui s'engage à promouvoir la culture. Un exemple : le Musée Migros accueille actuellement la plus grande collection individuelle jamais proposée au public de Markus Schinwald, artiste autrichien dont les œuvres ont été exposées au Tate Modern à Londres. Parallèlement, la formule encourage la relève artistique au moyen de prix et accorde des contributions financières selon une politique d'octroi claire et précise.

Le groupe Crédit Coopératif, banque fermement engagée dans l'économie sociale, s'est associé à Confrontations Europe pour faire connaître ce documentaire à ces sociétaires et le partager avec eux. **Une première séance est prévue à Paris, au studio des Ursulines, le 10 juin prochain.** Elle sera suivie d'un échange entre spectateurs dont nous nous ferons l'écho. ■ **M.-F. B.**

À PROPOS DES BALKANS

La revue trimestrielle *Courrier de la planète* consacre son numéro 85, à paraître fin avril, à l'intégration des Balkans dans l'UE. Il s'articule autour d'un grand entretien sur les trois points suivants :

- La généalogie : revenir sur l'histoire de la (ré)intégration des Balkans dans l'UE après la chute du mur de Berlin.
- La gestion de la crise par les institutions internationales. Un « régime de véridiction » s'est construit autour de l'expertise internationale, produisant un discours qui occulte la version interne. Conséquences.
- La scène et les acteurs. L'ancrage européen comme levier de démocratisation dans les Balkans ? Confrontations Europe a participé à ce grand entretien, par l'entremise de **Claude Fischer**, secrétaire générale et de **Katia Didaoui**, chargée d'étude, aux côtés de **Doris Pack** (députée européenne), **François Lerin** (Institut agronomique méditerranéen) et **Jacques Rupnik** (Centre d'études et de recherches internationales). Il est complété par des articles courts qui apportent un éclairage aux débats (www.courrierdelaplanete.org)

ITINÉRAIRES

Que sont nos jeunes devenus ?

Ils sont des dizaines à nous demander des stages, issus de tout le continent, notamment de l'« Autre Europe » chère à Czeslaw Milosz mais aussi d'Amérique latine. Quelques-uns ont passé plusieurs mois dans l'un ou l'autre de nos bureaux. Portraits croisés depuis 2004, année de l'ouverture de notre bureau de Bruxelles.

Ces « **young leaders** » européens ont tous en commun la volonté de comprendre le fonctionnement de l'Union et d'investir les enjeux de sa construction. Tous ne sont pas passés par Erasmus, certains ont pigé pour Café Babel, quelques-uns ont des ambitions politiques, d'autres d'intégrer le monde de l'industrie. Tous ont contribué à une réflexion économique et sociale, avec une disponibilité et une créativité, récompensées : ce passage s'est révélé un tremplin pour préparer l'avenir, voire un accélérateur de carrière.

Zuzana Kasparova, une jolie blonde tchèque, a été la première stagiaire attachée à notre bureau de Bruxelles : elle était même de l'inauguration. Diplômée d'économie de l'université de Brno et titulaire d'un Master franco-tchèque d'Administration publique, Zuzana s'est impliquée dans le suivi de la commission EMPL du PE et la préparation du colloque sur le dialogue industriel européen de février 2005 en assurant l'interface avec le cabinet du commissaire Špidla venu le clôturer. Après avoir brillamment réussi un concours difficile avec six mentions TB sur six, elle est appelée par la porte-parole du commissaire comme point de contact presse. Zuzana rejoint ensuite la DG Trade où elle occupe une fonction très technique au sein de l'unité qui règle les différends EU versus pays tiers. C'est à la suite d'un stage à la DG Environnement que **Sarah Wolf**, maîtrise à l'Institut d'études politiques de Grenoble et diplômée de droit européen à Amsterdam pendant son année Erasmus, s'est présentée. Elle a suivi la commission Marché intérieur du PE et s'est investie avec dynamisme dans la campagne pour le Oui au référendum sur la constitution européenne. En coopération avec Confrontations, elle s'est impliquée dans le dossier de la directive Services auprès du député Pierre Jonckheer, dont elle est devenue l'assistante. Puis elle a approfondi son intérêt pour le *policy-making* avec un Master en Politique européenne et Gouvernance à la London School of Economics. Diplôme qu'elle double en soutenant une thèse sur la dimension méditerranéenne de la sécurité intérieure de l'Union européenne qui l'a conduite à apprendre l'arabe...

Lui ont succédé deux jeunes femmes, **Emmanuelle Mathieu** et **Lucie Seynave**, dont la disponibilité n'a eu d'égal que l'intérêt pour des sujets techniques difficiles auxquels rien ne les prédisposait. Ainsi, au cours de ses études, Emmanuelle est passée par dix universités ou instituts différents dans cinq pays (France, Allemagne, Espagne, Belgique, Royaume Uni) où elle a étudié le droit, les langues (elle en parle couramment quatre) les sciences

politiques et les affaires publiques ! L'important travail mené par Confrontations Europe dans le domaine de l'énergie l'a séduite au point qu'elle a enchaîné sur un stage chez EDF. Elle entreprend maintenant un doctorat à l'université catholique de Louvain sur le thème de la régulation des services publics (gaz et télécoms). Elle y exerce un emploi de chercheur. C'est dans le partenariat public-privé qu'a plongé, pour sa part, Lucie. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Lyon, un stage au cabinet de Catherine Colonna, alors ministre déléguée aux Affaires européennes, l'oriente vers notre « laboratoire d'idées ». Elle met à profit son stage pour rédiger un mémoire de fin d'études IEP sur les projets ferroviaires transfrontaliers dans le cadre des RTE et les perspectives pour les PPP. Elle poursuit actuellement son cursus par un Master in European business ESCP-EAP, Paris et Londres. Mais à la différence d'Emmanuelle qui semble privilégier une carrière académique, Lucie souhaite pouvoir travailler sur des missions transports au sein d'entreprises à vocation transnationale ou au niveau institutionnel européen.

À Montreuil, qui nous a abrités près de 15 ans, leur faisait pendant le duo **Chrystèle Vitoux-Bénédicte Le Ray**, toutes deux fraîches émoulues d'un Master 2 professionnel Expertise en projets européens. Elles ont sérieusement mis la main à la pâte dans la préparation de deux initiatives du tour d'Europe, Genshagen (L'identité de l'Europe de demain) et Budapest (La libre circulation des travailleurs) tandis qu'**Eleonora Airdi**, turinoise, a participé à une table ronde lors de la conférence d'Athènes sur la démocratie participative. Chrystèle est ensuite partie à Londres tandis que Bénédicte intégrait le Conseil régional d'Ile-de-France.

Beril Pakakar, jeune turque, elle-même titulaire d'un Master pro (Action publique européenne et internationale) les a rejointes pendant deux mois. Elle nous a éclairés sur les courants que traversait l'opinion publique en Europe s'agissant de l'intégration de son pays. Elle travaille maintenant dans la succursale d'une compagnie aérienne turque en tant que coordinatrice internationale.

Radek Wegrzyn, notre ami polonais, aura effectué un passage éclair, vite happé par la Commission européenne, dont il a réussi l'un des concours d'entrée et où il a rejoint la DG Élargissement. Titulaire de quatre diplômes avec la mention TB, dans les relations internationales et les affaires européennes, deux de la Warsaw School of Economics et deux de Sciences Po Paris, Radek parle lui aussi quatre langues.



© Commission européenne

Confrontations Europe, un lien entre l'Université et l'Europe au quotidien.

Cinéphile et « débutant enthousiaste en espagnol », comme il se définit, **Jérémy Vially**, très modeste bien que major de ses promotions qui lui ont valu des prix, est passé d'un diplôme d'études technologiques internationales à une maîtrise d'administration économique et sociale puis à un Master 2 Europe à l'IEP de Grenoble. Effet collatéral positif de la campagne référendaire sur le traité établissant une constitution pour l'Europe, qui l'a passionné !

Souhaitant aborder des thématiques majeures telles que les politiques industrielle et extérieure de l'UE, il nous contacte. En suivant la commission AFET, il a pu s'imprégner des activités du Parlement in situ à travers d'impeccables comptes rendus tout en travaillant sur les restructurations industrielles et écrivant pour notre Newsletter *Interface*. Ce qui l'a aidé à trouver un stage à la DG Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances.

Fait du hasard, « nos » autres garçons à Paris, Pierre, Florian et Loïc ont en commun d'être germanistes et d'aimer l'économie. Ainsi, **Pierre Landau**, alors étudiant à l'École normale supérieure rue d'Ulm et diplômé de l'IEP Paris, souhaitait se confronter aux défis posés à une entreprise par la mondialisation, aux contraintes et opportunités qu'elle lui offre, aux adaptations qu'une économie mondialisée nécessite dans la stratégie et le fonctionnement d'une entreprise. Après un important mémoire consacré à la société de la connaissance et aux enjeux de la réforme de l'enseignement supérieur en Europe, il a décroché des stages chez EADS puis Renault.

Florian Narring, brillant étudiant en Master 2 à HEC, pianiste à ses heures, a l'intention de se spécialiser en économie financière. Le « détour » par Confrontations, en l'occurrence un courageux stage d'été en lieu et place de vacances, lui a permis de rencontrer un réseau d'acteurs européens, entreprises, syndicats, responsables politiques européens qui ont enrichi sa réflexion sur les sujets auxquels doit faire face le monde de l'entreprise. Ce stage, qu'il a accompli dans la bonne humeur, l'a aidé à mieux problématiser les enjeux économiques dans une remarquable étude sur le partage des coûts dans la RSE, responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Loïc Rochas a été notre germaniste fiscaliste. Comme Emmanuelle, sa vie d'étudiant démarre avec un Bi-Deug

Droit/Allemand et il maîtrise plusieurs langues étrangères qui lui ont permis de développer des capacités d'adaptation rapides dans des cultures différentes. Il a choisi le droit fiscal communautaire dans le cadre d'un premier Master à Potsdam qu'il double à l'IEP Paris (Affaires Publiques). Il a assuré à Confrontations la veille et le suivi de l'agenda politique européen et s'est fortement impliqué dans le groupe de travail Marché Intérieur. En cohérence avec son projet sur la fiscalité communautaire, qui lui ouvrira peut-être les portes institutionnelles européennes, à moins d'un crochet par l'ENA dont il va tenter le concours.

Nous accueillons aujourd'hui une jeune Brésilienne, **Rafaela Reyes** qui suit la coopération de l'UE et du Mercosur et participe à la préparation du colloque 2008 sur l'intérêt européen. Deux autres jeunes, **Jean-François Vergnoux** et **Hélène Zwick** sont salariés de l'association, l'une comme doctorante sur l'immigration et la mobilité dans l'espace européen, dans le cadre d'une convention CIFRE avec l'université de Lille 1 et Jean-François comme VIE sur les questions Alimentation et santé publique.

Mention spéciale à **Katia Didaoui**, qui, de stagiaire, a franchi le pas et intégré l'équipe permanente de Confrontations Europe à Bruxelles en qualité de chargée de recherche. Après des études de philosophie et l'IEP de Toulouse, c'est au cours d'une année passée à la chancellerie de l'ambassade de France en Bolivie qu'elle a pris la mesure de l'importance et la spécificité de l'Europe au niveau international. De retour, elle décide de se spécialiser dans le cadre d'un Master d'Affaires européennes à l'Institut supérieur du management public et politique à Bruxelles. C'est l'hybridation de Confrontations Europe, comme laboratoire de pensée et acteur politique, qui l'a séduite. Katia travaille sur les nouveaux élargissements (Balkans occidentaux), l'éducation, la coopération transfrontalière, les relations économiques extérieures et le marché intérieur. En outre, elle assure le suivi de la commission parlementaire INTA. Nous n'oublions pas **Klara Molnar-Nagy**, « notre » Klara qui, après un DESS « Projet européen » à Cergy-Pontoise, a passé un an à Confrontations, comme chargée de mission pour aider à la préparation de l'initiative de Budapest (2002) et a vécu la création d'Utközö, une association sœur. Elle a ensuite rejoint, à Bruxelles, l'équipe de la députée Magda Kósáné Kovács au Parlement puis celle du commissaire László Kovács, en charge de la fiscalité, avec toujours une grande disponibilité de sa part dans notre relation avec la Hongrie.

Nous n'oublions pas non plus le passage de **Karine Gantin**, sensible et engagée, **Bruno Jean Étienne**, diplômé du collège de Bruges, maintenant dans un cabinet d'avocats, **Lubomira Rochet**, une étudiante de Philippe Herzog, sortie major du collège de Bruges. Avec l'Américaine **Joanna**, le Hongrois **Gabor**, le Polonais **Albert**... stagiaires de l'époque de Montreuil des années 90, ils ont si bien fait vivre le groupe Jeunes. ■ **M.-F. B.**